l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F | Adresse : B.P. 293 75866 Paris Cedex 18 C.C.P. 30 226 73 - La Source | QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE | N° 336 mardi 30 septembre 1975

POUR UNE VÉRITABLE GRÈVE GÉNÉRALE DE SOLIDARITÉ AVEC LES PEUPLES D'ESPAGNE

Déclaration du Parti communiste marxiste-léniniste de France

Le Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France tient à exprimer publiquement son respect et son admiration devant les sacrifices de tous les militants antifascistes qui viennent d'être assassinés par le criminel fasciste Franco. Le sang qu'ils ont versé est garant de l'inéluctable victoire de leur peuple.

Sans vouloir distinguer entre ces martyrs de la commune cause de la liberté, il désire souligner que trois d'entre eux étaient des membres du Parti communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) qui œuvraient pour le rassemblement dans la lutte populaire violente des plus larges masses de leur pays, sous la bannière désormais glorieuse du Front révolutionnaire antifasciste et patriotique, le FRAP.

Il considère que les manifestations de solidarité de la classe ouvrière et du peuple de France n'ont pas encore revêtu l'ampleur qu'elles peuvent atteindre et qu'exige la situation. Les dirigeants du faux parti communiste français et de la CGT ont en effet tout fait pour diviser les manifestants, pour dévier leur juste colère, pour tenter, vainement d'ailleurs, d'isoler les camarades espagnols du FRAP et des autres formations intéressées. C'est ainsi que les chefs révisionnistes, en accord avec la police de l'État bourgeois, ont manœuvré pour détourner le flot des manifestants lors du défilé du 20 septembre de Saint-Lazare à la République, c'est ainsi qu'ils ont dissimulé à leurs militants et aux lecteurs de leur presse les initiatives des formations espagnoles comme par exemple le grand meeting de la Mutualité du 19 septembre, c'est ainsi qu'ils ont empêché plus de dix mille personnes de se présenter face à l'ambassade de Franco dans la nuit du 26 au 27 septembre, les contenant sous l'œil bienveillant des forces de répression aux deux entrées de l'avenue Georges V à Paris pendant que les manifestants espagnols soutenus par les marxistes-léninistes français scandaient leurs mots d'ordre aux plus proches abords de l'ambassade fasciste, c'est ainsi qu'ils n'ont organisé que des manifestations platoniques en ayant soin d'en ordonner les dispersions le plus rapidement possible.

Toutefois le Bureau politique du PCMLF considère que, de leur côté, les marxistes-léninistes ont développé le maximum d'efforts et remporté un certain nombre de succès dans les manifestations de soutien à leurs frères espagnols. Solidaires du FRAP et des autres formations espagnoles, les formations françaises se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung ont su réaliser

(suite page 8)

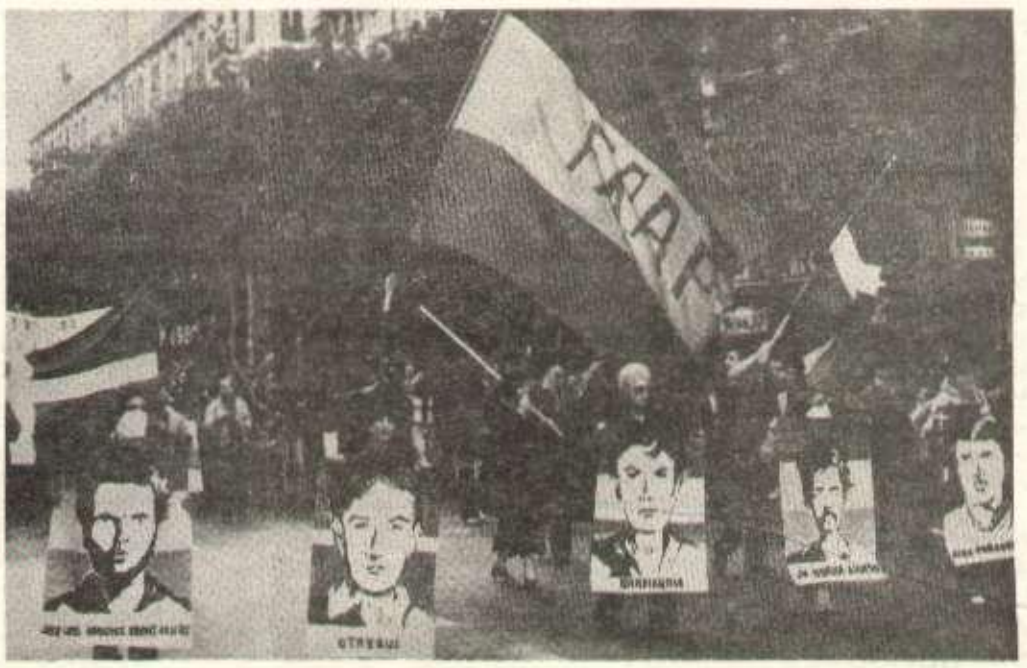
EN ESPAGNE APRES 39 ANS DE CRIMES

3 MILITANTS DU F.R.A.P. MEMBRES DU PARTI COMMUNISTE D'ESPAGNE (MARXISTE-LÉNINISTE), 2 PATRIOTES BASQUES DE L'E.T.A. FUSILLÉS LE 27 SEPTEMBRE AU MATIN

CONTRE LE FRANQUISME GUERRE POPULAIRE !

VIOLENTES PROTESTATIONS EN PROVINCE ET DANS LE MONDE. LES FLICS DE LA BOURGEOISIE ARRETENT OU BLESSENT DE NOMBREUX MANIFESTANTS.
LES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE PARTOUT A L'ACTION POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE PROLÉTARIENNE LA PLUS SOUTENUE.
PAS UNE MINUTE A PERDRE POUR SAUVER DE LA MORT D'AUTRES INCULPÉS.

LUNDI SOIR AVEC LE F.R.A.P. ET L'E.T.A. NOUVELLE MANIFESTATION A PARIS, PLACE DE LA RÉPUBLIQUE A 17H. 30.



A Paris, puissante manifestation le 27 septembre toute la journée. Marchaient en tête les militants d'Espagne avec le drapeau du FRAP et le drapeau du pays Basque, soutenus par une immense foule et par de nombreux marxistes-léninistes de France étroitement unis dans l'action.

LES PEUPLES D'ESPAGNE VAINCRONT !

Ainsi ils ont osé ! A l'aube du 27 septembre, José Luis Sanchez Bravo, étudiant, 21 ans, Ramon Garcia Sanz, ouvrier, 27 ans, José Humberto Baena, ouvrier, 24 ans, militants du FRAP et du PCE (m-l), Angel Otaegui, ouvrier, 33 ans, et Juan Paredes, ouvrier, 21 ans, militants de l'ETA, sont tombés sous les balles des pelotons d'exécution de la dictature franquiste. Leur sang généreux, s'est mêlé à celui de leurs innombrables frères massacrés, fusillés, garrotés pour que revive à nouveau libre et débarrassée de ses bourreaux, la glorieuse République populaire d'Espagne, fédérative et indépendante. Il crie vengeance et il sera entendu. Comme l'a écrit Paredes avant d'aller affronter la mort en chantant : *«Ma condamnation et celle des autres révolutionnaires ont été prononcées par des tribunaux fantoches... Il est inconcevable qu'une poignée d'hommes sans scrupules puisse disposer de la vie de tout un peuple... Ce sont les peuples d'Espagne et la solidarité internationale de tous les peuples qui auront le dernier mot.»*

En signant froidement leur arrêt de mort, Franco, l'assassin des peuples d'Espagne, signait aussi la mort de son règne de terreur et d'oppression. Un règne sanglant qui dure depuis près de 40 ans mais dont, désormais, les jours sont comptés. Car les terroristes coupés du peuple, ce sont bien Franco et sa clique de plus en plus isolés et dont la répression féroce et aveugle marque l'affolement de l'agonie ; ce ne sont pas les militants du FRAP et de l'ETA portes-paroles des aspirations de tout un peuple à l'indépendance et à la liberté. Un peuple qui n'a jamais accepté la dictature, qui n'a jamais cessé son combat, dont tous les garrots de Franco n'ont jamais pu étouffer la voix puissante qui gronde de plus en plus fort.

Dans les manifestations nombreuses et multiples, qui, à Paris, ripostaient à l'annonce des assassinats, périodiquement les porte-voix égrenaient les noms des camarades assassinés et à l'appel de chaque nom la foule répondait d'une seule et forte voix : «Présent !». Oui ! Les martyrs restent vivants, présents parmi leur peuple et tous les peuples révolutionnaires du monde.

Nous n'avons pu les sauver, mais leur sacrifice sera fécond. Leur mort contribue à rendre à la vie tout un peuple.

Mais il en est de nombreux autres, parmi leurs camarades, à qui la folie sanglante de Franco promet le même sort. Ceux-là doivent vivre. Pour les arracher à leurs assassins, nous ne devons pas un seul instant relâcher nos efforts.

Multiplions nos actions pour que, malgré le sabotage révisionniste et contre lui, grandisse le mouvement de solidarité de notre peuple aux côtés du peuple espagnol en lutte.

En Espagne, à la violence fasciste va riposter la violence populaire. L'aube du 27 septembre est aussi celle de la guerre populaire qui libérera le pays de ses oppresseurs. Inéluctablement, bientôt, les peuples héroïques d'Espagne vaincront.

PARIS DANS LA RUE

Les manifestants rassemblés devant l'ambassade d'Espagne, dans la nuit de vendredi à samedi, avant d'être brutalement dispersés par la police.

Il était 16 heures lorsque la nouvelle tombait : le Conseil de guerre présidé par Franco confirmait les cinq condamnations à mort.

Peu à peu, une petite foule commençait à se rassembler devant l'ambassade fasciste, aux volets hermétiquement clos. Pour beaucoup c'est un réflexe spontané qui les poussait sur les lieux, car ils n'avaient pu, faute de temps, être touchés par l'appel du FRAP et des organisations qui le soutiennent.

Ils étaient une centaine seulement en fin d'après-midi, mais, peu à peu leurs rangs s'étoffaient, de nouveaux flots de manifestants venaient prendre position en haut et en bas de l'avenue Georges V ou juste face à l'ambassade, derrière un immense drapeau du FRAP et les protraits des condamnés.

Face aux manifestants, les renforts de police, gardes municipaux, se multiplient.

Au milieu de la nuit, ce sont près de 10 000 personnes qui stationnent près de l'ambassade ou circulent d'un groupe à l'autre. La colère se lit sur tous les visages et la rage fait se serrer les poings. Sans relâches les mots d'ordre jaillissent : «Franco, fasciste, assassin !», «contre la violence fasciste, violence populaire !», «Sauvons les camarades révolutionnaires !», «Les peuples d'Espagne vaincront !», «FRAP, FRAP, FRAP, guerre populaire !».

Derrière le drapeau du FRAP, de nombreux Espagnols sont regroupés. Quelques femmes pleurent silencieusement mais de colère autant que de chagrin. Un provocateur, sous l'œil bienveillant des «forces de l'ordre» piétine le protrait d'un des condamnés. Les cris fusent : «Mon père, Espagnol, a lutté pour la libération de la France avant d'être fusillé par Franco !», «Le mien est mort, torturé par la gestapo pendant la Résistance !» et de toutes les poitrines jaillit le cri «Franco assassin, Giscard, Ponia complices !»

La nuit s'avance, coupée de brèves prises de paroles, de chants révolutionnaires français et espagnols, de mots d'ordre.

Et soudain, vers 3 h 30, brutale, sans sommation, c'est la charge de la police, matraques brandies et grenades lacrymogènes. Plusieurs manifestants seront blessés, une douzaine interpellés au cours d'une véritable chasse à l'homme.

Le calme revient autour de l'ambassade fasciste, mais pas pour longtemps.

A Barbès, une brève charge de police disloque une partie de ses rangs, mais le reste continue et beaucoup se retrouveront vers 17 heures aux environs de l'ambassade d'Espagne en compagnie d'autres milliers de travailleurs répondant à l'appel des syndicats, du PSU, du PS.

A nouveau la police charge, mais en vain : le quartier sera investi jusque tard dans la soirée par des milliers de Parisiens venus rendre hommage aux martyrs qui viennent d'entrer dans l'histoire, conspuer leurs assassins affirmer l'indéfectible solidarité des peuples de France et d'Espagne.

Fenêtres closes, l'ambassade fasciste protégée par la police de Giscard-Ponia.

Le lendemain, samedi, la nouvelle éclate : ils ont osé les fusiller ! Tous les cinq ! Dès 15 heures des milliers de personnes se rassemblent place de la République pour crier leur fureur devant ces nouveaux assassinats et leur certitude de la victoire prochaine des peuples d'Espagne.

La manifestation avance en rangs serrés, derrière les drapeaux basques et le drapeau du FRAP.

LA COLERE DES PEUPLES

EN EUROPE

ESPAGNE : Malgré un exceptionnel quadrillage policier, plus de 5 000 manifestants ont défilé dans les rues de Saint-Sébastien, dans la nuit de vendredi à samedi. A l'annonce des exécutions, 30 000 personnes ont fait grève aux environs de la capitale du pays basque.

Près de Bilbao, 1 500 ouvriers ont cessé le travail et ont manifesté aux cris de «assassins ! assassins !». La police a ouvert le feu sur les manifestants, faisant 6 blessés.

A Madrid, des milliers de personnes se sont regroupées dans la cathédrale pour un hommage aux fusillés. Après un quart d'heure de silence absolu observé par toute l'assemblée, spontanément le chant «Venceremos» a éclaté, repris par tous les participants. De nombreuses arrestations ont été effectuées aussitôt par les innombrables policiers cernant la cathédrale.

Enfin un appel à une grève générale de 48 heures a été lancé dans tout le pays basque.

BELGIQUE : Des milliers de personnes ont pris d'assaut l'ambassade d'Espagne qui a été saccagée et incendiée. Au cours de heurts très violents entre policiers et manifestants, un policier a été grièvement blessé.

PAYS-BAS : Une manifestation nationale de protestation s'est déroulée à Utrecht en présence du premier ministre et de plusieurs membres du gouvernement.

SUEDE : 10 000 manifestants ont longuement manifesté dans les rues centrales de Stockholm.

SUISSE : De violents affrontements se sont déroulés entre policiers et manifestants aux alentours du consulat d'Espagne à Genève.

DANEMARCK : Toutes les vitres de l'ambassade d'Espagne ont été détruites par des manifestants.

PORTUGAL : Après le consulat d'Espagne, c'est l'ambassade qui a été prise d'assaut et détruite par des milliers de personnes.

RFA : Violentes manifestations à Francfort et à Bonn. Une cinquantaine de personnes ont été arrêtées.

EN FRANCE

NANTES : Le consulat d'Espagne a été pris d'assaut et mis à sac par plusieurs centaines de manifestants.

BORDEAUX : Violents affrontements entre la police et les manifestants devant le consulat d'Espagne.

Le cortège des militants de l'Humanité-Rouge dans les rues de Lille.

Pleins de colère, ils se sont rassemblés par milliers pour affirmer que les martyrs seront vengés et que les jours du franquisme assassin sont comptés.

CARCASSONNE : La préfecture a été investie par les manifestants. Deux trains à destination de l'Espagne ont été couverts de slogans antifranquistes. Manifestations, souvent violentes aussi, à Pau, Oloron, Perpignan, Toulouse, Marseille, Grenoble, Lyon, Nantes, Strasbourg, Lille, Rouen, Le Havre, Metz, Troyes, Quimper, Nîmes, Nice. De nombreux locaux espagnols ont été mis à sac un peu partout. De toute la France est monté un seul cri de colère et de vengeance : «Franco, fasciste, assassin !».

Qui manipule les exactions ?

Durant les manifestations de solidarité ou de protestation de samedi et de dimanche, des éléments soi-disant «non contrôlés» se sont livrés à Paris à des exactions n'ayant aucun rapport avec les objectifs politiques poursuivis par les manifestants. Naturellement ce sont là des aspects particuliers que la grande presse et les organes d'information radio-télévisée se sont empressés de mettre en avant.

Certes il faut faire la part entre la révolte de jeunes non politisés qui s'exprime par une violence spontanée et la sale besogne de provocateurs pour lesquels nous posons la question «Qui manipule ces exactions ?».

Une chose est certaine, car nous l'avons constatée, c'est que ces éléments n'ont jamais été sérieusement inquiétés par les forces de police avant qu'elles n'aient achevé leurs méfaits. D'autre part, de très nombreux flics en civil circulaient sans cesse parmi les manifestants, munis de révolvers qu'ils essayaient de dissimuler. Alors ?

Sachant à qui profite de telles exactions pour dresser l'opinion publique contre la classe ouvrière et contre les manifestations de solidarité avec les antifascistes espagnols, on peut mieux discerner qui sont les manipulateurs.

En tout cas, pour ce qui nous concerne, nous allons prendre toutes les mesures qu'exigent de tels faits et lors de nos prochaines manifestations nous serons organisés pour empêcher toute tentative de dénaturer dans quelque sens que ce soit le sens politique qui est le nôtre.

Naturellement nous ne visons pas ici les destructions violentes effectuées par les masses en colère contre les édifices symbolisant le régime franquiste, mais exclusivement les bris de vitrines, incendies d'auto et autres exactions gratuites n'ayant aucun rapport avec les objectifs de nos manifestations.

MESSAGE DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE DE FRANCE AU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE D'ESPAGNE (MARXISTE-LENINISTE)

Camarades ! Les communistes marxiste-léninistes Jose Sanchez Bravo, Ramon Garcia Sanz et Baena Alonso sont tombés à l'aube du 27 septembre en soldats de la révolution en Espagne et de la révolution mondiale.

Les militants basque antifascistes Juan Paredes et Angel Otaegui ont été fusillés au même moment pour leur combat en faveur de la liberté.

Dans ces circonstances historiques, le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France adresse au Comité central du Parti communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) l'expression de sa profonde et active solidarité internationaliste prolétarienne.

Les classes ouvrières et les peuples de France et d'Espagne sont liés par des traditions historiques de soutien réciproque : pendant la guerre civile d'Espagne de nombreux travailleurs français ont combattu aux côtés de leurs frères espagnols dans les Brigades Internationales ; pendant la Résistance à l'occupation nazie de nombreux travailleurs espagnols ont combattu aux côtés de leurs frères français dans les réseaux communistes clandestins, dans les maquis, dans les rangs des FTP et des organisations communistes étrangères. Ainsi s'est trouvé mêlé à jamais le sang du peuple espagnol et du peuple français révolutionnaires.

Aujourd'hui, soutenant sans réserve la juste voie révolutionnaire ouverte par la violence populaire dirigée par le PCE (ml) et l'organisation du Front révolutionnaire antifasciste et patriotique (FRAP), le PCMLF appelle la classe ouvrière et les masses populaires de France à poursuivre concrètement la tradition internationaliste qui unit les révolutionnaires prolétariens d'Espagne et de France.

Le hideux criminel fasciste Franco et son régime d'assassins seront balayés par le peuple espagnol héroïque sous la direction des authentiques communistes d'Espagne fidèles aux enseignements et principes du marxisme-léninisme.

Les combattants héroïques fusillés seront vengés !

Tous vivront à jamais dans la mémoire, dans les cœurs et dans les actions des peuples révolutionnaires du monde !

Les peuples d'Espagne vaincront !

CHINE : LES CADRES NE DOIVENT PAS ETRE DES PRIVILEGIES

Une question importante de la lutte contre la dégénérescence bureaucratique et donc bourgeoise d'un parti communiste au pouvoir c'est la participation des cadres à la production. Dans la Chine d'aujourd'hui, marquée par la Grande révolution culturelle prolétarienne et la campagne de critique de Lin Piao et Confucius, tous les cadres du parti et de l'État participent au travail productif collectif. Cela est vrai partout en Chine pour répondre à l'appel du Comité central du Parti communiste chinois dirigé par le président Mao Tsé-toung.

Le président Mao considère la participation des cadres au travail manuel comme une mesure de première importance pour combattre le révisionnisme et prévenir la restauration du capitalisme en Chine. Il a appelé tout le pays à «s'en tenir au système de la participation des cadres au travail productif collectif». En 1958, le président Mao en personne et d'autres dirigeants du Comité central du parti ont pris part au travail manuel dans le chantier de construction du réservoir «Chesanling», dans la banlieue de Pékin, donnant un exemple remarquable aux cadres et aux masses de tout le pays. Il leur a indiqué : «les cadres de notre parti et de notre État sont des travailleurs ordinaires ; ce ne sont pas des seigneurs pesant de tout leur poids sur le peuple». Il a souligné qu'il fallait éduquer les cadres pour qu'ils «soient à la fois des dirigeants et des hommes du peuple».

«Le premier secrétaire Tchen participe à la réparation de la rue», cette nouvelle se répand bientôt dans toute la ville.

Dans la ville de Seping, province du Kirin, en Chine du Nord-Est, une rue se trouve endommagée en plusieurs secteurs, causant des difficultés au passage des habitants et des voitures.

Wang Chou Tchen (à gauche) secrétaire du Parti communiste chinois de Tientsin, prend part au travail manuel dans une usine textile.

Tchen Tson-yao, premier secrétaire du Comité du parti pour la ville de Seping, organise tout de suite une réunion du Comité du parti qui décide un plan de réparation de la rue. Après la réunion, il prend la tête du travail manuel pour la réparation de cette rue. A son exemple, bien des cadres, des ouvriers, employés d'usine et des ménagères de quartier d'habitation viennent aussi y participer. Ils sont bien organisés et peu de temps après, les secteurs endommagés, plus de 20 000 m2, sont complètement rénovés.

Dans la ville de Seping, Tchen Tson-yao est estimé par les masses populaires comme «un bon dirigeant qui ne se détache pas du travail manuel ni des masses travailleuses.»

En Chine nouvelle, nombreux sont les cadres comme Tchen Tson -yao. Du Comité central du parti à l'unité de base, les cadres des organismes du parti et du gouvernement participent avec persévérance au travail productif collectif à l'exception des personnes âgées, les malades ou les invalides.

Tchen Yong-kouei, vice-premier ministre, dirigeant de la brigade de production de Tatchai, célèbre unité d'avant-garde sur le front de l'agriculture, garde le comportement des simples travailleurs. A l'époque où il était chargé du travail dirigeant de la brigade de production de Tatchai, il s'en tenait au travail productif collectif en s'imposant d'accomplir trois cents journées de travail par an. Après avoir été élu vice-président du Comité révolutionnaire de la province du Chansi, bien qu'occupé par son travail, il est retourné à Tatchai pour participer au travail manuel. Ses actes exemplaires lui ont valu de vifs éloges des membres de la commune populaire qui disent : *«il n'a pas l'air d'un dirigeant, il a conservé la couleur de nos paysans»*.

Au cours du mouvement pour se mettre à l'école de la brigade de production de Tatchai dans l'agriculture, a été généralisé dans les région rurales de Chine un système de participation des cadres au travail productif collectif que le camarade Tchen Yong-kouei a été le premier à appliquer. Dans ce système chacun des cadres de brigade et d'équipe de production consacre chaque année plus de 300 jours au travail productif collectif ; les cadres de commune populaire, 200 jours ; les cadres de l'organisme à l'échelon de district, pas moins de cent jours.

Tchen Yong Kouei (à gauche) membre du Bureau politique du Parti communiste chinois au travail avec des membres de la brigade de production de Tatchai.

Dans la région montagneuse du district de Houei-hsien, province du Honan, on voit souvent le président du Comité révolutionnaire du district Tcheng Yon-ho travailler aux côtés des paysans sur les champs ou aux chantiers de construction des travaux hydrauliques. Bien que fort occupé, le président Tcheng, dirigeant de plus de 500 000 habitants de Houeihsien dans l'édification socialiste, participe chaque année au travail productif collectif pendant plus de 100 jours.

Récemment, lors de sa visite à la centrale électrique de Chekingchan, le correspondant d'un journal chinois a trouvé le secrétaire Li Hsi-ming et un secrétaire adjoint du Comité du parti pour l'usine travailler avec des ouvriers dans un fossé d'une profondeur de 3 m pour installer des câbles.

Li Hsi-ming lui a déclaré : *«La persistance dans le système de la participation des cadres au travail productif collectif nous permet de nous confondre avec les ouvriers et nous empêche de nous détacher des masses populaires et de dégénérer en privilégiés en se plaçant au-dessus d'elles.»*

Après la Libération, certains cadres, influencés par l'idéologie bourgeoise, ont oublié la tradition révolutionnaire préconisée par le président Mao. Ils se montraient arrogants envers les masses et ne participaient plus au travail manuel. Certains d'entre eux méprisaient le travail manuel et le peuple travailleur. Au cours de la Grande révolution culturelle prolétarienne, ils ont fait leur autocritique sur leur attitude erronée envers les masses et le travail manuel et ont réalisé que se détacher du travail manuel conduisait inévitablement à la corruption idéologique.

Dans le mouvement d'étude de la théorie de la dictature du prolétariat, beaucoup de cadres ont étudié la leçon tirée de la restauration du capitalisme en Union soviétique et compris plus clairement que pour consolider la dictature du prolétariat, il faut que les cadres du Parti communiste chinois et des organismes gouvernementaux rompent consciemment avec le concept du droit bourgeois et gardent les caractéristiques politiques du peuple travailleur. Du fait que les révisionnistes soviétiques appliquent une ligne révisionniste et ont formé une poignée de priviligiés bourgeois s'opposant au peuple travailleur, l'Union soviétique, premier État socialiste fondé par Lénine, a dégénéré «pacifiquement» en un État fasciste de dictature de la bourgeoisie.

De par leur propre expérience, les cadres chinois sont convaincus que ce n'est qu'en travaillant avec les ouvriers qu'ils peuvent mieux les comprendre. Travaillant ensemble, les cadres dirigeants et les ouvriers s'encouragent mutuellement, resserrent considérablement leur union révolutionnaire. Un ouvrier a fort bien dit : *« le fait que les cadres dirigeants participent au travail manuel et se confondent avec les masses ouvrières engendre une force inépuisable.»* La sueur que les cadres dirigeants ont versé au cours du travail manuel peut «laver» leur arrogance et leur inertie de sorte qu'ils demeurent toujours dynamiques dans la lutte ardue pour la cause révolutionnaire.

En Chine nouvelle, tous les cadres, issus soit des intellectuels soit des ouvriers ou des paysans, participent sans exception au travail productif collectif.

A travers le travail manuel, Wei Feng-ying, ouvrière métallurgiste, s'est rendue mieux compte de la justesse de la directive du président Mao. Elle a dit : *«Si je négligeais ce problème, moi, membre du Comité central du parti, je me couperais du peuple travailleur et je ne serais plus une simple ouvrière.»*

PEINTURE :

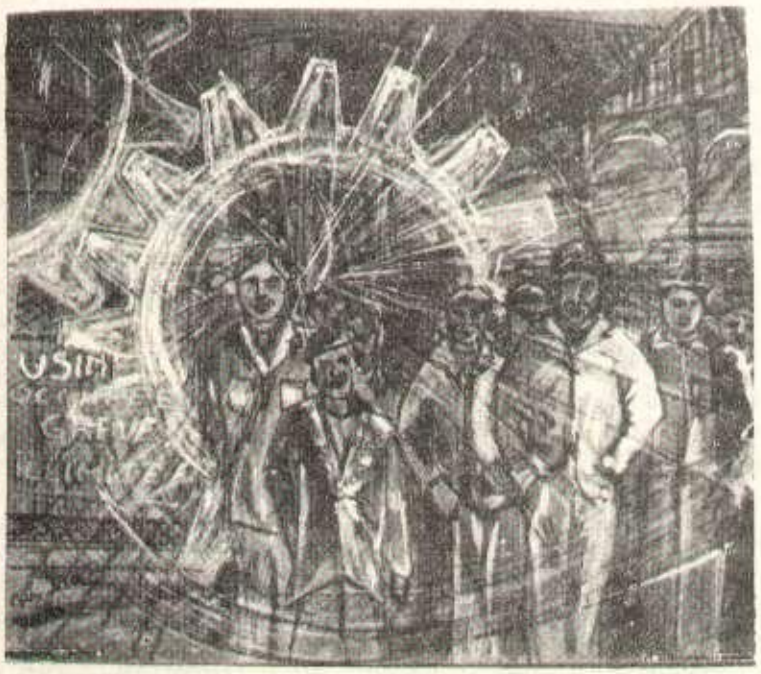
MONTRER LA VIE ET LA LUTTE DU PEUPLE

En juillet dernier s'est tenue une petite exposition de peinture à Brioude (Haute-Loire), à laquelle participait un lecteur, artiste amateur. Il nous a envoyé des photos de ses tableaux et fait part de quelques unes de ses réflexions.

«J'ai tenté de montrer la vie du peuple dans la réalité de certains épisodes quotidiens». On ne peut qu'encourager un tel travail et une telle orientation quand on sait combien sont grandes les difficultés d'exposer et de s'exprimer publiquement pour les artistes – amateurs ou professionnels – qui se préoccupent de la vie et des luttes du peuple. Tant de la part de la bourgeoisie capitaliste bien connue pour la censure qu'elle impose à tous ceux qui se battent pour la classe ouvrière, que de la part de ces faux «défenseurs des libertés» que sont les pseudo-communistes du P«C»F. De nombreux exemples, notamment dans les MJC, montrent comment ils peuvent saboter de telles expositions et empêcher le peuple de voir des œuvres militantes.

Aussi tous les artistes et les écrivains qui se battent pour de tels objectifs méritent-ils le soutien des révolutionnaires, des communistes marxistes-léninistes et de la classe ouvrière tout entière. Pour se battre toujours mieux, ils doivent se regrouper, et travailler ensemble, et rechercher le contact avec le peuple travailleur pour le connaître mieux, apprendre de lui et ainsi montrer ses joies, ses peines, ses aspirations et ses luttes d'une manière toujours plus réaliste.

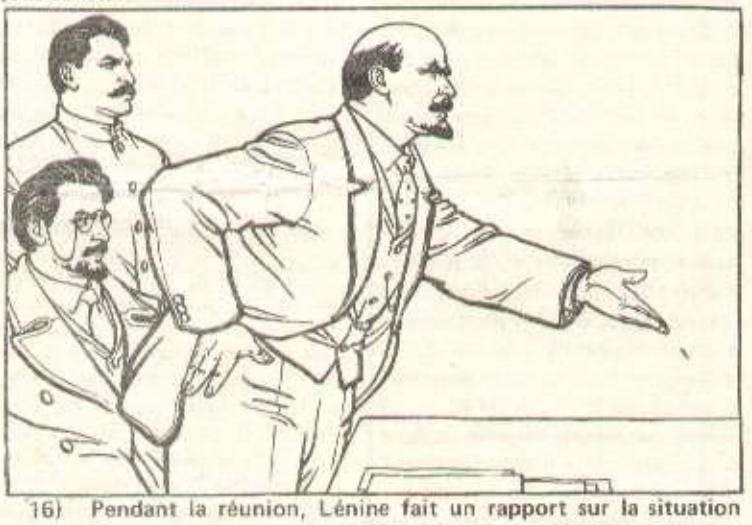
Après 18 heures



Piquet de grève

LENINE EN OCTOBRE 1917

15) Le 10 octobre, dans un quartier de Pétrograd, le Comité central du Parti bolchevik a convoqué une réunion de portée historique. Lénine a organisé cette réunion et l'a présidée. Des membres du Comité central tels que Staline, Sverdlov, Dzerjinski, Ouritski, y ont tous assisté.



16) Pendant la réunion, Lénine fait un rapport sur la situation actuelle. Dans son rapport, il a indiqué que les conditions politiques pour que les Soviets arrachent le pouvoir sont arrivées à maturité. A ce moment-là, les traîtres du Parti, Kaméniev et Zinoviev, s'opposent à l'insurrection armée, tandis que Trotsky en préconise l'ajournement. Ils veulent attendre la convocation des représentants des Soviets et celle de l'Assemblée constituante du gouvernement provisoire pour résoudre le problème du pouvoir.

17) Vis-à-vis de ces traîtres, dont Kaméniev fait partie, Lénine a affirmé «qu'il se manifeste depuis le début de septembre une certaine indifférence à l'égard de l'insurrection. Cela est pourtant inadmissible si nous lançons sérieusement comme mot d'ordre la prise du pouvoir par les Soviets.»

(A SUIVRE)

Rennes :

LE P«C»F ET LA CGT CONTRE LES TRAVAILLEURS DU PRINTEMPS

20è jour de grève des travailleurs du «Printemps» pour la satisfaction des revendications suivantes : 200 F d'augmentation pour tous ; titularisation des temporaires et «temps partiel» qui désirent travailler à temps complet ; fixité dans le poste d'emploi ; 5è semaine de congés payés ; suppression des notes ; roulement plus rapide des caissières aux postes à essence.

Jusqu'à présent les employées ont obtenu : un samedi de congé sur 4 ; un roulement tous les 4 heures à la caisse essence ; quant à la question des salaires, le patron leur a généreusement donné 28 F. Or, ces 28 F ne représentent rien d'autre que l'application «tardive» de la révision des conventions collectives du mois de juillet. C'est donc à juste titre que les travailleurs ont exigé le rappel des mois de juillet et août.

Comment s'organisent les grévistes ?

Dès le début de la grève, les employés se syndiquent massivement à la CFDT (de 12 avant la grève, la section compte maintenant 75 adhérents). Ils décident d'organiser la popularisation (collectes, information, fêtes communes...) avec les travailleurs de Mammouth également en grève. Dans ce même but, ils ont organisé vendredi dernier, un gala de soutien avec lest travailleurs de «Laving-glace». Dès le début, aussi, ils prennent contact avec «les printemps» de Paris où des collectes seront organisées.

Pour assurer une large popularisation, surtout sur le quartier (ZUP) où se trouve le magasin, un comité de soutien se crée sous le contrôle des grévistes.

Nuit et jour, le magasin continue à être occupé, malgré la volonté de la CGT de faire cesser l'occupation la nuit. C'est l'occasion pour le comité de soutien d'organiser des débats avec les grévistes. Par exemple, un montage sur le Chine présenté par les Amitiés Franco-chinoises, suivi d'une discussion avec une voyageuse.

Comment la CGT et le P«C»F s'opposent aux travailleurs

Essayant de diviser les travailleurs, le ponte CGT propose en assemblée générale des grévistes d'organiser des collectes séparées entre «Printemps» et «Mammouth» sous prétexte qu'«il n'y a pas de section CGT à Mammouth». Mais, massivement, les employés s'opposent à une telle manœuvre.

La CGT et le P«C»F distribuent de nombreux tracts attaquant le comité de soutien sous prétexte «de la présence d'organisations "gauchistes"». Pire, ils vont jusqu'à demander la suppression de celui-ci, mais, là encore, les travailleurs disent non. Ils n'ont donc plus d'autre ressource pour empêcher le développement de la solidarité que de coller leurs affiches sur celles appelant au gala de soutien aux grévistes. De la même manière, la CGT refuse aux travailleurs de «Laving-glace» de participer à l'information sur la journée organisée par ceux-ci où seront représentées toutes les luttes de la région.

C'est grâce à l'unité à la base des syndiqués CGT-CFDT et des non-syndiqués que les travailleurs de «Printemps» s'opposent aux manœuvres des pontes révisionnistes. Tous unis ils continuent la lutte.

Un groupe de sympathisants

Laving-glace

Les ouvriers en grève de «Laving-glace» à Rennes (voir HR No 325) viennent de reprendre à leur compte l'idée proposée par les grévistes du Mammouth (dont la grève s'est achevée le 20 septembre). Ils ont organisé avec l'aide du Comité de soutien, une grande journée de solidarité et de rencontre des nombreux travailleurs en lutte d'Ille-et-Vilaine et de la région.

Batignolles Nantes :

LES TRAVAILLEURS N'ACCEPTENT PAS LES LICENCIEMENTS

L'usine des Batignolles (1 200 ouvriers) fait partie du puissant trust Creusot-Loire qui emploie 40 000 personnes.

La dernière grande grève des Batignolles (métallurgie) remonte à 1971. Elle avait connu une très grande popularisation avec soutien financier et soutien des paysans, mais les révisionnistes l'ont sabordée allant jusqu'à traiter de «fascistes» et «bandits», dans un tract, les ouvriers qui ont occupé les bureaux de la direction.

Le Comité d'action créé pendant cette grève subsiste toujours et pendant les mouvements du printemps 75, à propos du réajustement des salaires sur la métallurgie nantaise (voir HR de juin), il dépasse les syndicats et organise des piquets de grève. De nouveau les syndicats trahissent et se vendent à la direction contre un accord dérisoire n'accordant que 0,5 % d'augmentation. Il faut dire que parmi les délégués CGT, un sinistre individu bien connu dans la boîte, membre du P«C» révisionniste, a insulté les ouvriers à la fin de la grève et depuis a agressé une militante qui diffusait un tract HR lors de la manifestation du 23 septembre.

Fin juin, la direction annonce 160 licenciements, et ce n'est qu'un début affirme le Comité d'action, qui avait déjà prévenu de ces licenciements il y a deux ans.

A cette nouvelle, qui éclate comme une bombe dans l'usine, les dirigeants syndicaux ne réagissent pratiquement pas. A l'occasion du dépôt d'une motion au bureau du directeur, le 10 septembre, des ouvriers prennent violemment à partie celui-ci qui dépose une plainte contre X. Depuis, les dirigeants syndicaux, étant débordés à chaque coup, temporisent avec eux, il faut toujours attendre : *«attendez la journée du 23»*, etc. et il ne se passe rien !

Malgré cela les travailleurs résistent : la direction propose des reclassements dans d'autres usines, des délégués abondent dans ce sens : *«acceptez, vous serez toujours casés !»*, ce qui prouve que pour eux la lutte est déjà perdue avant d'être commencée ! Jusqu'à présent personne n'a accepté.

La presse locale étouffe l'affaire au maximum. La popularisation et le soutien commencent à s'organiser. Les ouvriers des Batignolles qui ont un passé brillant de lutte de classe derrière eux ne se laissent ni abattre par le trust Creusot-Loire qui, ces dernières années a fait des superprofits, ni décourager par des dirigeants syndicaux (particulièrement CGT) qui ont abandonné la lutte de classe.

Des travailleurs des Batignolles

Librairie «La joie de lire» :

SURMONTONS NOS DIFFICULTÉS

Notre lutte (voir HR du 24 septembre) n'est pas sans difficultés et pièges. Notre patron Bernard Lallement, sachant que nous nous trouvons au centre de forces idéologiques les plus diverses et confuses nous a proposé l'autogestion, dès le soir du 23 septembre, puis devant nous lors d'une assemblée générale le lendemain.

Cette manœuvre de division et de diversion a semé effectivement la confusion chez nombre de nos camarades de travail (influencés par le trotskisme, le spontanéisme et autres idées petites-bourgeoises) et un temps précieux a été perdu, centré sur une discussion confuse sur l'autogestion. Il y avait des avis favorables, d'autre contre mais presque tout le personnel finit par oublier l'essentiel, la lutte contre notre patron et les réalités de la lutte de classe qui fait qu'un patron ne donne jamais sa boîte à son personnel, ou alors ça cache quelque chose.

Ici c'est effectivement le cas, la manœuvre cache une réalité économique inquiétante, en particulier un passif très important auquel nous n'aurions pas pu faire face, sans compter la division et le redorage du prestige personnel de M: Lallement. Ainsi des journalistes d'un journal bourgeois comme le «Nouvel Observateur» se sont exclamé «Oh qu'il est formidable, admirable M. Lallement, de donner les librairies à son personnel». Ce n'est pas eux qui ensuite auraient eu à payer les dettes laissées par Lallement.

Il faut aussi tenir compte que les idées autogestionnaires existent et constituent un dangereux mythe. Ainsi avec d'autres camarades de travail, il nous a fallu rester fermes lors des discussions pour ne pas tomber dans le piège.

Le résultat de cette lutte et de nos discussions au sein du personnel est quand même positif, comme en témoigne un communiqué de presse des travailleurs de «La joie de lire» qui repoussent les offres empoisonnées de Lallement, persistent dans la grève et l'occupation et lancent une campagne d'information et de solidarité.

Je voudrais, sans entrer dans les détails, signaler un fait important intervenu aujourd'hui, à savoir la vérification des comptes par des experts, intervenant à notre demande. La réaction de M. Lallement fut très prompte et assez violente. C'est simple les patrons n'aiment jamais que les travailleurs mettent leur nez dans les comptes des patrons. Ils pourraient y trouver des choses fort intéressantes (comme à Lip !). Il est utile, si le rapport de force le permet, de bloquer toutes les pièces comptables, livres de comptes, etc. avant que le patron ne parte avec.

Un employé de la librairie

Grève avec occupation à Cochaux (Ardennes)

Les Fonderies Cochaux à Laifour et à Deville (Ardennes) sont occupées et en grève totale depuis mardi (170 ouvriers français et immigrés, tous unis).

Mardi 23, à l'occasion du mouvement national de grève, les ouvriers de Cochaux décident la grève illimitée avec occupation. A l'appel de la section CFDT, ils revendiquent : 50 centimes pour tous ; 40 heures de travail pour tous, alors que depuis décembre, on ne travaille que 24 à 32 heures, et pourtant, il y a du travail pour tous les ouvriers avec les machines nouvelles que le patron a achetées en décembre.

Ces revendications sont légitimes. Les ouvriers sont décidés à aller jusqu'au bout. Ils ont barricadé les portes de l'usine et des bureaux et occupent jour et nuit.

La section syndicale CFDT
Le 25 septembre 1975

Un texte à diffuser largement

LE DISCOURS DU FRAP DU 19

«Que les paroles que Alvarez del Vayo a prononcées en tant que président du FRAP s'accomplissent : "Que la rue en Espagne devienne la "scène de la volonté du peuple "espagnol"».

C'étaient les dernières paroles du discours prononcé le 19 septembre dernier par une représentante du FRAP, au meeting de la Mutualité à Paris.

Discours tout plein de faits criants accusant le fascisme franquiste, tout plein de la colère et de la haine contenues dans le cœur des peuples d'Espagne.

Réquisitoire sans appel – que renforcent les témoignages des camarades, aujourd'hui tombés pour la cause des peuples d'Espagne – cette intervention montre la voie de l'avenir pour eux. Les camarades ne seront pas tombés en vain.

C'est tout cela que dit le discours du 19 du FRAP. Voilà pourquoi, aujourd'hui encore, ce texte peut et doit être diffusé largement.

Les crimes de Franco ont suscité une grande émotion dans notre pays ; organisons-la et pour rendre plus solide encore la détermination de chacun pour soutenir les peuples d'Espagne :

DIFFUSONS LARGEMENT LE DISCOURS DU FRAP PUBLIÉ INTÉGRALEMENT DANS LE QUOTIDIEN DATÉ DU MERCREDI 24 SEPTEMBRE

Autre texte important pour développer l'agit-prop et l'action pour les peuples d'Espagne, le communiqué de presse du FRAP qui répond aux attaques de Marchais, **publié** dans le quotidien du 25 septembre.

Les lecteurs ont la parole

UNE LECTRICE NOUS ÉCRIT

Merci à notre lectrice pour les exemples précis de bonnes et mauvaises choses qu'elle cite. Et aussi merci pour son soutien.

Je réponds très tard à l'enquête, j'y avais répondu aussitôt mais je trouvais que je n'expliquais pas assez par des exemples mes critiques, si bien que je ne l'avais pas envoyée. En lisant les résultats de l'enquête j'ai trouvé bien des points de convergence avec mes propres critiques.

A ce moment-là j'avais répondu que mon impression d'ensemble sur le journal était bonne, mais depuis quelques temps il y a des progrès si grands que je ne trouverai pas de qualificatifs pour dire mon enthousiasme !...

Je souhaite beaucoup d'informations d'ordre économique : plus de révélations par exemple pour montrer que les deux superpuissances, et tout particulièrement le social-impérialisme, sont responsables de la crise ; et aussi plus d'analyses simples pour nous montrer comment fonctionne le système capitaliste.

C'est la critique qui a été faite par beaucoup : des phrases et mots d'ordre stéréotypés sans véritables explications et détails. De ce côté-là on peut dire que les derniers numéros étaient nettement supérieurs.

Je souhaitais plus d'articles sur l'art et la littérature, plus de dessins humoristiques, mais je suis servie : Marchais est rudement chouette dans le numéro d'aujourd'hui ! et j'ai bien aimé les articles sur le théâtre algérien et sur les peintres paysans chinois.

En ce qui concerne la présentation : je trouvais comme beaucoup les caractères un peu trop petits, mais évidemment c'est un détail.

Reste une critique que je maintiens parce que j'ai encore trouvé un exemple récemment : c'est l'emploi des mots trop compliqués et d'ailleurs parfaitement superflus. Je donne des exemples :

– Le terme «mouture» employé dans une expression qui revient souvent dans HR : «nouvelle mouture de la social-démocratie». Je suis sûre que le sens de ce mot a échappé à la plupart des camarades, moi j'ai dû prendre mon dico.

– Une camarade citait l'autre jour un terme souvent employé dans HR aussi : plumitif...

– Dernièrement dans un article «Sauvons Garmendia et Otaegui» il y a le mot «exactions» : je ne crois pas que ce mot compliqué s'imposait.

Il y a des gens pour critiquer HR sur son style mais c'est parce qu'ils ne sont pas contents de s'entendre dire la vérité et qu'ils cherchent des faux-prétextes pour condamner notre journal ; à plus forte raison il ne faut pas leur donner des armes et surtout il faut avoir le souci de se faire bien comprendre des travailleurs.

Ceci dit notre journal s'améliore sans cesse : il est plus attrayant, plus accessible et plus explicatif.

Ponia n'aura pas le dernier mot. J'envoie au CCP d'HR une souscription de 100 F aujourd'hui même.

HR VIVRA !

Une lectrice employée de bureau âgée de 21 ans

DEMANDE DE CONTACT

Dans le but de diffuser plus largement «l'Humanité rouge» quotidienne pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre conctac avec vous.

NOM . . . . . PRENOM . . . . . .
AGE . . . . . PROFESSION . . . . . .
ADRESSE . . . . . .
. . . . . .
SIGNATURE

ABONNEZ-VOUS AUX PÉRIODIQUES CHINOIS

PÉKIN INFORMATION
1 an – 52 Nos – 21,00 F
LA CHINE EN CONSTRUCTION
1 an – 12 Nos – 14,00 F

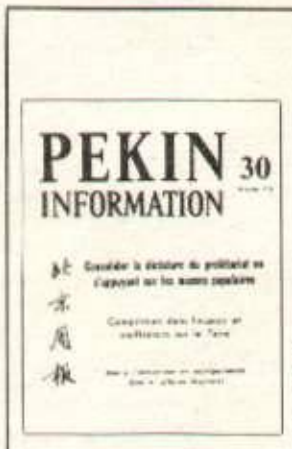
BULLETIN D'ABONNEMENT

EDITIONS DU CENTENAIRE
Distributeur officiel des Éditions de Pékin
24 Rue Philippe de Girard, 75010 Paris
Tél. : 202-87-05

CONNAISSEZ-VOUS

LA CHINE

On parle beaucoup de LA CHINE. Si livres et reportages se font de plus en plus nombreux, ils posent plus de questions qu'ils n'apportent de réponses.
Pour CONNAITRE LES DIFFÉRENTS ASPECTS DE LA RÉALITÉ CHINOISE, quelle meilleure information que celle transmise directement par le peuple chinois ? Parmi d'autres, DEUX PUBLICATIONS CHINOISES en langue française vous sont offertes :



Reportages sur la révolution et l'édification socialistes en Chine.
Le point de vue de la Chine sur les questions internationales.
Articles théoriques.

Articles et reportages sur tous les aspects de la vie en Chine : politique économique, organisation du travail dans les usines et les campagnes, enseignement, travail médico-sanitaire, femmes et enfants, sciences, littérature et art, histoire et géographie, relations entre la Chine et l'étranger.
Rubriques spéciales consacrées aux sports, à la philatélie, à l'étude de la langue chinoise.

Ce sont le recto et le verso du bulletin d'abonnement aux périodiques chinois édité par les Editions du Centenaire dans le cadre de sa campagne **«Connaissez-vous la Chine ?»**. *Un bulletin à se procurer, à diffuser largement, et surtout à remplir et à faire remplir...*

Lettre d'un de nos frères assassinés

Camarades,

Je suis José Baena Alonso, 25 ans, ouvrier métallurgiste, membre du FRAP et du PCE (m-l). Jusqu'à mai 75, je travaillais comme ouvrier de fondation à Fumansa (Vigo). Mon père Fernando Baena Fernandez 71 ans, est retraité d'une usine de bois. Ma mère Ertella Alonso Soto, 60 ans, ouvrière agricole, ne sait ni lire ni écrire et souffre du cœur et des nerfs depuis 1970, date de ma première détention. A cette époque, la police galicienne l'accuse d'être mon instigatrice, la menaçant d'arrêter la prochaine fois toute la famille. Depuis ma dernière détention, son état mental s'est aggravé ; elle a essayé de se suicider à plusieurs reprises et a été sauvée une fois de justesse.

Le 1er mai dernier, au cours d'une manifestation du FRAP et de la LCR dans le quartier de Tais (Vigo), un garde civil a assassiné à coups de revolver Manuel Montenegro Simon, ouvrier chez Fenosa, qui était de service dans l'usine et qui était sorti avec ses camarades pour regarder la manifestation. La police se présenta chez moi le dimanche 4 à 7 h. du matin. J'avais pu fuir dans la montagne grâce à des voisins qui m'avaient averti de son arrivée. Je n'ai pas voulu passer la frontière pour entrer au Portugal et le lundi 5, je me présentais à Madrid pour continuer la lutte contre le fascisme, ennemi commun de tous les peuples d'Espagne.

Le 22 juillet, je me trouvais rue Barcelo avec les camarades Siera Marcos et Olaso Bilbao ; après les avoir quittés, je m'apprêtais à traverser la rue quand 8 ou 10 «sociaux» se sont jetés sur moi, m'ont tiré par le cou, m'ont pointé un pistolet sur la tempe et m'ont emmené, menottes aux poignets, à la DGS.

A la DGS, on m'annonça que j'avais participé à la mort d'un policier armé et qu'on allait me frapper jusqu'à ce que j'avoue, mais qu'on me laisserait vivant, pour que je puisse signer mes aveux, même si c'était pour peu de temps, puisqu'ils allaient me liquider par le «garrot vil». Devant mon refus d'avouer, les coups et les tortures ont commencé. Ils me lançaient contre les murs, d'un bout à l'autre de la pièce, me frappant avec des matraques et à coups de poings. Je suis tombé plusieurs fois par terre mais ils me relevèrent immédiatement pour continuer à me frapper. Une fois, ils m'ont attrapé par les épaules, ils m'ont pris par le cou, et m'ont frappé plusieurs fois de suite la tête contre un meuble métallique. Les arrêtes du meuble m'ont provoqué des blessures au visage, au front, aux joues et à l'œil gauche. Ils continuèrent à me frapper, me cassant une dent, alors que sur le rapport médical de DGS figure seulement le mot «caries». Autre torture qu'ils m'ont fait subir : ils m'ont obligé à me mettre à genoux et m'ont donné des coups de batons sur la plante des pieds de telle façon que, quand j'appuyais les pieds sur le sol, j'avais l'impression qu'ils s'ouvraient. Ils m'ont aussi fait mettre le visage contre le mur et m'ont frappé pendant presque une demi-heure la partie gauche de la colonne vertébrale, avec un stylo «Bic». Au début c'était assez douloureux, mais ensuite cela m'empêchait de faire le plus petit mouvement. Sans pouvoir marcher, presque sans pouvoir bouger, à cause des douleurs que j'avais aux épaules, sans voir de l'œil gauche, et le visage tuméfié par les coups, (j'ai saigné du nez plusieurs fois et une fois de la bouche), j'ai signé «les aveux» dans la nuit du 25. Encore maintenant, un peu plus d'un mois après, je conserve des cicatrices au bras, et surtout aux deux poignets, à cause des menottes. Je me souviens qu'un des flics qui me transporta en prison, en me mettant les menottes a dit : «Si c'était les mains de l'enfant Jésus, nous les respecterions, mais celles d'un rouge, non !»

A la prison de Carabanchel, je suis resté 34 jours sans pouvoir communiquer avec personne, sans pouvoir parler ni lire, et debout toute la journée car il n'y avait rien pour m'asseoir ni m'étendre. Voilà les conditions dans lesquelles nous avons vécu à la DGS et à Carabanchel.

Camarades, le gouvernement ne se contente plus de mettre en prison notre peuple. Aujourd'hui, le fascisme, suivant l'enseignement de Hitler, est en train de commettre un génocide contre le peuple basque, et essaie de faire taire les justes aspirations populaires dans le sang, assassinant soit dans la rue, soit au moyen de la «justice» de ses tribunaux, tous ceux qui opposent résistance à ses crimes et à ses vols.

Face à cela, le peuple n'a qu'une seule alternative : la lutte chaque fois plus violente et généralisée. Il n'est maintenant plus suffisant de sortir dans la rue en criant «Liberté». Les ouvriers et le peuple en général, nous devons donner une réponse aux salaires de misère, à tant de licenciements, à tant d'emprisonnements, à tant d'assassinats.

Maintenant le fascisme essaie à nouveau d'assassiner, croyant qu'après les centaines d'arrestations de membres du FRAP, de l'ETA, de l'UPG, etc., le peuple va continuer à se taire devant notre mort. Comme ils connaissent peu notre peuple ; eux qui ont toujours été dépendants de leur compte bancaire en Suisse, et de mieux servir leur maître yankee.

Ce mois-ci, ils vont «juger» cinq militants du PCE (m-l) : Mayoral Rueda, mécanicien, Sierra Marcos, étudiant, Blanco Chivite, journaliste, Fernandez Tovar, agriculteur et Baena Alonso, ouvrier métallurgiste. On demande contre nous 5 peines de mort. Nous n'espérons aucune faveur d'un régime qui s'est installé sur les cadavres d'un million de personnes, et qui a continué à assassiner pendant presque 40 ans.

Nous avons confiance en vous et en notre peuple, et nous sommes sûrs que vous ferez tout votre possible pour nous sauver, nous et nos familles. De toutes façons, si le dernier moment arrive, et que le fascisme nous execute, nous mourrons fiers de notre appartenance au PCE (m-l) et au FRAP, et d'avoir contribué à ce que l'Espagne devienne une République populaire et fédérative.

Saluts.

Votre camarade :
José H. Baena Alonso

SUITE DE L'ÉDITORIAL

leur unité dans l'action et sont ainsi parvenues à des manifestations de masse plus efficaces. Tel a été le cas du défilé du 20 septembre, du meeting de la Mutualité, de la manifestation devant l'ambassade d'Espagne pendant la nuit précédant les crimes, enfin des différentes manifestations de colère et protestation du 27 septembre à Paris et en province.

Au surplus il a été remarqué qu'en plusieurs circonstances, des manifestants ayant tout d'abord répondu aux appels des formations révisionnistes et trotskystes, se sont détachés des groupes dirigés par ces derniers pour rejoindre dans l'action le groupe du FRAP et de l'ETA soutenu par les marxistes-léninistes. Ainsi est apparu que les chefs révisionnistes et trotskystes se sont trouvés dans une situation difficile pour perpétuer leurs mensonges et leurs mystifications, des éléments de leur base discernant par leurs propres forces la tromperie dont ils étaient l'objet.

A l'initiative de militants du PCMLF agissant dans le cadre de leurs sections syndicales CGT ou CFDT respectives, différentes activités ont pu être développées pour sensibiliser les travailleurs et les faire participer au soutien internationaliste prolétarien sur de justes positions et sous des formes concrètes. Dans plusieurs cas, les dirigeants révisionnistes de la CGT ont été isolés et contraints par les adhérents de base au lancement de manifestes de solidarité explicites avec le FRAP, organisation dirigée par des marxistes-léninistes.

A l'heure où sont rédigées ces lignes, survient l'annonce d'une grève générale dans toute l'Espagne, qui est d'ailleurs déjà commencée au pays Basque. Par ailleurs dans notre pays, les révisionnistes veulent freiner la solidarité de la classe ouvrière et des masses laborieuses de France en limitant à une cessation de travail de cinq minutes un mouvement d'ampleur nationale. De son côté, Force ouvrière appelle à une heure de grève. Dans de telles circonstances les marxistes-léninistes ont pour devoir d'intervenir activement partout dans leurs sections syndicales respectives pour exiger que la classe ouvrière et le peuple de France observent une véritable grève générale de solidarité avec celle déclenchée en Espagne. Il faut que la durée de cette grève générale soit de nature à constituer une grandiose manifestation dans toute la France, et non pas une ridicule manifestation sans portée ni efficacité réelle.

Il est évident au surplus que la situation présente de la classe ouvrière de France, conséquence de la crise générale du capitalisme, peut être l'occasion d'allier à la solidarité internationaliste prolétarienne les luttes immédiates contre les licenciements, le chômage, la chereté de la vie et pour des changements réels et durables des conditions d'existence de tous les travailleurs des villes et des campagnes de notre pays.

Aussi le Bureau politique du PCMLF appelle-t-il tous les militants marxistes-léninistes à redoubler d'activité et de courage, sous le signe de l'unification qu'il convient d'accélérer dans l'action :

– Pour la solidarité avec le FRAP et les travailleurs d'Espagne engagés dans de grandes luttes historiques ;

– Pour les revendications ouvrières et des autres couches sociales de France opprimées par la bourgeoisie capitaliste ;

– Pour la dénonciation des entreprises hégémoniques des deux superpuissances, dont la plus dangereuse en Europe reste le social-impérialisme russe soutenu par ses agents, les dirigeants des partis révisionnistes, du parti «communiste» français pour ce qui nous concerne.

28 septembre 1975 – 14 heures.

Directrice de publication : Suzanne Marty CPPP : N° 47291 IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt légal : 3è trimestre 1975